



## Archives et Droits de l'Homme

\*\*\*\*\*

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson, présidente, HRWG

**Commentaires.** Ce mois-ci, les commentaires sont écrits par la nouvelle présidente du Groupe de Travail sur les droits de l'homme, Giulia Barrera d'Italie, qui a suivi le développement de la politique de l'Union Européenne sur le droit à l'oubli.

Un terroriste néo-fasciste reconnu coupable, qui a été responsable dans les années 1979 et 1980 de plusieurs actes terroristes incluant des assassinats, et qui a fini sa peine de prison en 2009, a déposé une requête auprès de l'Autorité Italienne de Protection des Données (DPA) pour ordonner à Google d'enlever des URLs et les prédictions de recherche qui associent son nom à son activité terroriste passée. Il a affirmé qu'ils détruisent sa nouvelle vie professionnelle et sa vie privée. LA DPA a rejeté sa requête sur la base de deux éléments: (a) comme indiqué par Parti Travailleiste de l'Union Européenne des autorités de protection des données, comme règle générale, les crimes les plus graves ne devraient pas être considérés comme susceptibles d'être enlevés par les instruments de recherche en ligne (Directives sur l'implémentation du jugement de la cour de justice Européenne relative à "Google Spain and Inc v. Agencia Española de Protección de Datos (AEPD) and Mario Costeja González" c-131/121 [http://ec.europa.eu/justice/data-protection/article-29/documentation/opinion-recommendation/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/justice/data-protection/article-29/documentation/opinion-recommendation/index_en.htm)); et (b) l'information sur ses activités terroristes concernent des événements historiques pour lesquels l'intérêt public à l'information prévaut. <http://www.garanteprivacy.it/web/guest/home/docweb/-/docweb-display/docweb/5176031#1>

### **La nouvelle réglementation générale de l'Union Européenne sur la protection des données (GDPR).**

Le 4 mai, le Journal Officiel de l'Union Européenne a publié la nouvelle réglementation *EU) 2016/679* du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 sur la protection des personnes naturelles avec un regard sur le traitement des données et sur la liberté de mouvement et de circulation de telles données, et la directive abrogée *95/46/EC*. [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/?uri=uriserv:OJ.L\\_.2016.119.01.0001.01.ITA&toc=OJ:L:2016:119:TOC](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2016.119.01.0001.01.ITA&toc=OJ:L:2016:119:TOC).

Les "régulations" sont la forme la plus directe d'expression des lois de l'Union Européenne; elles doivent être appliquées dans leur intégralité au sein de l'Union Européenne. Cette nouvelle directive GDPR aura un impact mondial, puisqu'elle s'applique non seulement au traitement des données personnelles au sein de l'Union Européenne mais aussi au traitement par un contrôleur ou un processeur non établi dans l'Union des données privées des personnes qui sont dans l'Union.

Le texte de la réglementation est le produit de 4 années de débats animés au sein de l'Union Européenne, dans lequel les archivistes ont activement participé. Le premier brouillon produit par la Commission de l'Union Européenne n'incluait pas les dérogations (exceptions) visant à rendre possible le traitement

des données privées à des fins archivistiques. Si la première ébauche avait été approuvée en l'état, cela aurait été très difficile voire impossible de procéder à de quelconques fonctions archivistiques.

Le Groupe des Archives Européennes (un groupe de travail créé par la Commission de l'Union Européenne qui comprend des représentants des archives nationales de chaque pays membre) a fait l'écho des inquiétudes des archivistes lors de réunions avec la DPA de l'Union Européenne, celle de l'Irlande ainsi que celle de l'Italie; le groupe a rendu un brouillon de propositions pour les amendements. Les archivistes nationaux ont contacté leur DPA respective et leur ont demandé de soutenir les dérogations en faveur des archives. L'Association des Archivistes Français a initié une pétition en ligne qui a reçu le soutien de la Section des Associations Professionnelles du Conseil International des Archives. L'intense pression a porté ses fruits: la plupart des suggestions des archivistes ont été retenues.

La GDPR s'applique seulement aux personnes vivantes. Elle fournit pour règle générale que les données privées peuvent être "gardées sous une forme qui permet l'identification des sujets des données pour une durée nécessaire pas plus longue que celle nécessaire pour le traitement des données personnelles;" cependant, les institutions ont le droit de garder les données plus longtemps à des fins d'archivage au nom de l'intérêt public (Article 5). L'Article 17 fournit pour le Droit à l'Oubli (droit d'être oublié), qui ne s'applique pas lorsque le traitement des données personnelles est nécessaire "à des fins d'archivage au nom de l'intérêt public."

Des dérogations ultérieures en faveur des archives sont énumérées dans l'Article 89 Précautions et dérogations relatives au traitement à des fins d'archivage au nom de l'intérêt public, scientifique ou à des fins de recherche historique ou à des fins statistiques. Les parties juridiques 156 et 158 de l'Article 89 sont très pertinentes pour les archivistes (ces parties présentent les raisons des contenus des articles d'un acte), ce qui explique la poussée des dérogations en faveur des archives et qui déclarent que les "Etats membres devraient être autorisés à procéder au traitement ultérieur d'information spécifique relative au comportement politique sous des régimes totalitaires, relative au génocide, relative aux crimes contre l'humanité, en particulier l'Holocauste ou les crimes de guerre."

Merci au travail acharné et efficace des archivistes de l'Union Européenne, la version finale de la GDPR est une régulation réalisable qui protège les programmes d'archives dans les pays de l'Union Européenne. La vigilance sera requise pour s'assurer que les gouvernements comprennent les clauses relatives aux archives.

**Nouvelles du Groupe de Travail relatif aux droits de l'homme.** Le Groupe de Travail relatif aux droits de l'homme se réunira au Congrès de Seoul mardi matin, le 6 septembre. L'heure et le lieu exact seront communiqués ultérieurement. Tout le monde est invité à participer, c'est une réunion ouverte à tous.

Les principes de base sur le rôle des archivistes soutenant les droits de l'homme seront reconsidérés par la Commission de Programme de l'ICA à la réunion de Seoul. Une session sur les Principes se tiendra le jeudi 8 septembre à 11h45, et les Principes feront l'objet d'une discussion lors de la réunion du forum des archivistes nationaux.

Une autre session proposée par le Groupe de Travail relative aux droits de l'homme, "Refuge sûr pour archives à risque" se tiendra le vendredi 9 septembre à 11h45. Beaucoup d'autres sessions dans le programme portent sur les droits de l'homme et les archives et seront d'un grand intérêt pour les lecteurs de cette lettre d'information.

## Nouvelles internationales.

Chambres Africaines Extraordinaires. L'ancien dictateur du Tchad Hissene Habre a fait appel de sa condamnation pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Les preuves archivistiques ont joué un rôle majeur dans sa condamnation. Pour le contexte, voir Nouvelles HRWG Janvier et Mai 2016.  
<http://news.trust.org/item/20160611171654-hpwpt/>

Union Européenne. Le Parlement européen a adopté une réglementation pour abolir le besoin d'avoir un blanc seing et autre "ruban rouge" pour prouver qu'un "document public" publié dans l'un des pays de l'Union Européenne est validé dans un autre pays de l'Union Européenne. Cela couvre les documents tels que les certificats de naissance, de mariage et de décès.  
<http://www.novinite.com/articles/174828/EU+Cuts+Red+Tape+on+Authenticity+of+Public+Documents>

Cour Criminelle Internationale. L'ancien vice-président congolais Jean-Pierre Bemba a fait appel de sa condamnation par la CCI. Pour plus d'information, voir Nouvelles HRWG 2016-03.  
<http://www.ijmonitor.org/2016/06/bemba-given-18-year-jail-sentence-at-icc/videos>.

La vice-directrice de la division Afrique de Human Rights Watch a témoigné au procès de Bosco Ntaganda, jugé pour meurtre, viol, pillage et utilisation d'enfants soldats lors de la guerre du Congo entre 2002 et 2004. Illustrant l'importance des archives de l'ONG internationale, la cour a admis comme preuve "des témoignages enregistrés, des rapports qu'elle a recherché et dont elle est l'auteur, ainsi que des documents associés", a rapporté *International Justice Monitor*. Cela inclut 12 photographies qu'elle a prises, les notes durant ses interviews avec Ntaganda et son compagnon rebelle Thomas Lubanga, ainsi que des vidéos. <http://www.ijmonitor.org/2016/06/human-rights-watch-official-testifies-in-ntagandas-icc-trial/>

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). L'OIM a publié un rapport sur l'identification et le traçage des migrants morts et disparus. Elle estime que "5 400 migrants sont morts disparus en 2015" et durant 2016, 3 400 autres sont morts, "plus de 80 % de ceux qui ont tenté le rejoindre l'Europe par la mer". Elle recommande l'établissement de bases de données internationales et régionales pour aider à identifier les morts et commencer "un programme global de recherche afin de mieux comprendre comment soutenir les familles et améliorer les mécanismes d'identification." La section sur l'enregistrement et l'identification contient des informations utiles sur les systèmes d'archives courantes utilisés par les gouvernements pour enregistrer les disparus et identifier les migrants. .  
<https://www.iom.int/news/fatal-journeys-vol-2-new-global-report-iom>

Nations Unies. La Commission Internationale indépendante d'enquête sur la République Arabe Syrienne a publié un rapport, "Ils sont venus pour détruire: les crimes de ISIS contre les Yézidis," qui affirme que ISIS "commet un génocide contre les Yézidis." La Commission a affirmé que ses découvertes "sont fondées sur des interviews avec des survivants, leaders religieux, contrebandiers, activistes, avocats, personnel médical, et des journalistes, ainsi qu'une importante source de matériels documentaires, qui corrobore l'information collectée et rassemblée par la Commission." Le matériel documentaire "inclut des centaines de déclarations, des photographies, des images satellites, et des rapports ainsi que des découvertes factuelles" de la mission d'enquête du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. De manière insistante, il affirme, "Où la commission fut capable de déterminer la provenance, les matériels disséminés par le groupe terroriste et/ou ses membres ont aussi formé une part de cette analyse".  
<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20113&LangID=E>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Le président du Conseil des droits de l'homme a annoncé la nomination de trois membres de la Commission des Droits de l'homme au Sud-Soudan. Les commissaires doivent élaborer des instructions au gouvernement sur "la justice transitoire, la responsabilité et les problèmes de réconciliation et collaboreront avec des mécanismes régionaux et

internationaux pour promouvoir la responsabilité relative aux droits, aux violations et aux abus.” Non seulement les Commissaires vont créer des records suite à leur travail pour le système des Nations Unies, mais l’information obtenue sera importante pour l’histoire du peuple du Sud-Soudan. Dans un autre cadre, l’UNESCO travaille avec le Sud-Soudan pour développer une législation sur les archives, qui devrait être prise en compte par les Commissaires.

<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20097&LangID=E>

La Commission d’enquête sur les droits de l’homme en Érythrée a rapporté au Conseil des droits de l’homme que des crimes contre l’humanité avaient été commis. Les commissaires ont recommandé que le Conseil de Sécurité réfère la situation au Procureur de la Cour Criminelle Internationale pour considération. En plus des témoignages oraux, la Commission a reçu plus de 45 000 lettres et pétitions, la plupart critiquait les enquêtes; toutes à l’exception de 8 furent envoyées par des Érythréens résident hors du pays, ce qui fait penser aux commissaires que cela résulte d’une “campagne organisée par le gouvernement pour discréditer l’enquête.” Les Commissaires ont écrit, “ Presque tous les témoins et victimes ont craint des représailles de la part des autorités érythréennes, soit contre eux-mêmes soit contre les membres de leur famille en Érythrée.” Pour cette raison, toute information collectée par la commission durant son enquête est confidentielle.” La confidentialité sera de la responsabilité des archives du Haut Commissaire après que la Commission a fini son travail. Pour le rapport, voir A/HRC/32/47 a <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session32/Pages/ListReports.aspx>

Le rapporteur Spécial sur la promotion et la protection du droit de la liberté d’opinion et d’expression a soumis un rapport qui “marque le début d’une série d’études à la croisée des régulations étatiques, du secteur privé et de la liberté d’expression à l’ère digital.”

<http://www.ohchr.org/EN/Issues/FreedomOpinion/Pages/PrivateSectorintheDigitalAge.aspx>

Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. Le HCR a publié son rapport annuel *Tendances globales* pour 2015, qui a estimé que 65,3 millions de personnes sont restées de force déplacées de leurs maisons par la guerre et les persécutions, la plupart (presque 41 millions) sont déplacées à l’intérieur de leur propre pays. Les données du rapport proviennent des gouvernements, des agences partenaires et du propre système de remontée d’information du HCR. <http://www.unhcr.org/en-us/news/latest/2016/6/5763b65a4/global-forced-displacement-hits-record-high.html>

UNESCO. Lors d’une réunion convoquée par l’UNESCO et l’Allemagne, les Syriens et les experts internationaux ont évalué les dommages aux sites culturels en Syrie, ont discuté des méthodes, et se sont mis d’accord sur l’urgence des mesures pour la sauvegarde de l’héritage de la Syrie.

<http://whc.unesco.org/en/news/1505>

## **Nouvelles du monde, générales.**

Archives du monde des affaires. Cinq années ont passé depuis l’approbation par le Conseil des droits de l’Homme des Nations Unies des Principes directifs relatifs au monde des affaires et aux droits de l’homme. Le Centre de ressources du monde des affaires et des droits de l’homme, une ONG anglaise, a passé en revue les cinq années et esquissé “quelques une des avancées et des reculs principaux, et les plus grands défis et opportunités.” <https://business-humanrights.org/en/ungps-at-5>

Une groupe de plus de 80 investisseurs, avec 4 800 milliards de dollars d’actifs sous leur responsabilité, ont promis leur soutien pour la création du « Corporate Human Rights Benchmark », le plus grand benchmark mondial pour les pratiques, processus et politiques des sociétés en matière des droits de l’homme, a rapporté BHRRC. Il serait intéressant de connaître combien parmi les 80 investisseurs ont des archives d’entreprise bien gérées pour soutenir leur travail. Si quelqu’un est intéressé par ce projet, faites-le savoir à HRWG. <https://business-humanrights.org/en/48-trillion-investor-coalition-announces-support-for-world%E2%80%99s-first-business-human-rights-benchmark-0>

Connaitre la chaîne, un projet de la fondation Humanity United, a publié ses “premières découvertes quant aux efforts des sociétés d’information et de communication pour atténuer le travail forcé dans leur chaîne logistique.” Sur les 20 compagnies examinées, le score moyen est de 39 sur 100, évaluant les “engagements et la gouvernance, la traçabilité et l’évaluation des risques, les pratiques concernant les achats, le recrutement, le contrôle” et “la voix des travailleurs” incluant “le droit à la liberté d’association.” HP Inc. a obtenu le plus haut score. Le classement était fondé sur “l’information disponible sur chaque site web des compagnies, ainsi que la divulgation publique d’information que les sociétés ont fourni en réponse à des questions sur leur engagement.” [https://business-humanrights.org/sites/default/files/documents/KTC ICT\\_press\\_release\\_Jun\\_22\\_2016.pdf](https://business-humanrights.org/sites/default/files/documents/KTC ICT_press_release_Jun_22_2016.pdf)

“Les scientifiques de Microsoft, dans un article publié dans le *Journal of Oncology Practice*, ont démontré qu’en analysant de larges échantillons des requêtes des instruments de recherche, ils peuvent dans certains cas, identifier les utilisateurs d’Internet qui ont souffert d’un cancer pancréatique, même avant qu’ils aient reçu le diagnostic,” a rapporté un essai dans *recode.net*. Les auteurs ont aussi noté que Facebook “a publié un important papier qui fournit un aperçu détaillé des processus de recherche et de revue de la compagnie” incluant les “étapes prises par la société pour revoir son travail de recherche interne” et que le Centre pour la Démocratie et la Technologie a publié un rapport décrivant le processus éthique de recherche interne à Fitbet.” <http://www.recode.net/2016/6/14/11923286/facebook-emotional-contagion-controversy-data-research-review-policy-ethics>

Un homme a été reconnu coupable d’avoir organisé l’importation de 5 tonnes de cocaïne au Royaume-Uni pendant qu’il était en prison. Le système incluait un compte Yahoo auquel les différentes parties avaient accès, et Yahoo a fourni aux autorités du Royaume-Uni “les communications détruites les six derniers mois” même si “dans son guide de police, Yahoo dit qu’“il n’est pas capable de chercher ou de produire les courriels détruits.”” Yahoo dit qu’il pourrait retrouver les courriels du fait de l’option auto-sauvegarde de la société.” Les avocats de l’homme ont déposé une demande de “découverte des ordres auprès de Yahoo essayant d’obtenir plus d’information sur la façon dont le courriel Yahoo travaille et comment il arrange les dépositions des employés Yahoo,” a rapporté *Motherboard*. <http://motherboard.vice.com/read/how-deleted-yahoo-emails-led-to-a-20-year-drug-trafficking-conviction>

La famille d’une femme tuée lors des attaques terroristes de Novembre à Paris poursuit Twitter, Inc. Google et Facebook, arguant que les compagnies de médias sociaux fournissent ‘un soutien matériel’ au groupe militant État islamique,” a rapporté *Reuters*. <http://www.theguardian.com/media/2016/jun/16/family-california-student-killed-paris-attacks-sue-google-facebook-twitter>

Les procureurs allemands ont déclaré qu’ils enquêtaient pour savoir si un manager de Volkswagen a encouragé les employés à détruire ou enlever des documents l’an dernier, juste après que l’Agence de protection environnementale américaine a accusé publiquement le fabricant de voitures de manipuler illégalement les tests d’émission de gaz aux Etats-Unis,” a rapporté le *New York Times*. Fin juin, Volkswagen a accepté de clôturer la procédure aux Etats-Unis moyennant le paiement d’une amende de 15 milliards de dollars. Pour plus d’information, voir *Nouvelles HRWG 2016-01 et 02*. [http://www.nytimes.com/2016/06/10/business/international/vw-manager-in-germany-is-said-to-have-pushed-for-removing-evidence.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2016/06/10/business/international/vw-manager-in-germany-is-said-to-have-pushed-for-removing-evidence.html?_r=0)

**Environnement.** Global Witness, une ONG internationale, a publié un nouveau rapport sur les meurtres des activistes environnementaux. Il montre que 185 activistes environnementaux ont été tués dans 16 pays en 2015, une augmentation de 59 % par rapport à 2014. Presque 40% des victimes sont originaires de groupes indigènes, avec des meurtres probablement liés aux demandes liées aux ressources naturelles qui ont été découvertes dans les terres de ces peuples. Global Witness a compilé les données sur les arrestations et les taux d’accusation des auteurs, et il montre que la vaste majorité échappe à la justice. <https://www.globalwitness.org/en-gb/reports/dangerous-ground/>  
<http://news.trust.org/item/20160615230438-8abeg/>

Vie privée. Une équipe d'universitaires aux Etats-Unis et au Brésil ont analysé “ plus de 280 liens menant aux articles de nouvelles britanniques que Google a enlevés de ses résultats de recherche en ligne après que des individus ont réussi à faire enlever l'information,” a rapporté le *New York Times*. Sur les 283 articles analysés, l'équipe a “été capable d'identifier 80 noms de personnes parmi les 103 articles.” [http://www.nytimes.com/2016/06/04/technology/europe-right-to-be-forgotten-privacy-academics.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2016/06/04/technology/europe-right-to-be-forgotten-privacy-academics.html?_r=0)

Torture. En réponse à l'action en justice menée par l'Union des Libertés Civiques Américaines (« American Civil Liberties Union ») dans le cadre de la loi sur l'accès à l'information, le gouvernement américain a publié des transcriptions d'audiences militaires de prisonniers à la prison de Guantanamo devant le tribunal de révision des statuts des combattants et qui furent censurées très largement. Ces audiences se sont tenues pour établir si les prisonniers ont été proprement qualifiés de combattants ennemis sujets à une détention indéterminée en temps de guerre. Les personnes interviewées ont décrit avoir été torturées dans sites des prisons de la CIA non-officielles dans divers pays. <https://www.aclu.org/news/guantanamo-transcripts-give-firsthand-accounts-cia-torture>

### **Nouvelles bilatérales et multilatérales.**

Algérie/France. L'ambassadeur de France en Algérie a donné aux Archives nationales d'Algérie 22 volumes de copies de documents diplomatiques de la part de la France couvrant la période 1954-1962 et relatifs aux événements durant la guerre d'Algérie. <http://french.cri.cn/621/2016/06/22/702s483449.htm>

Bosnie/Serbie. “Le procès à Belgrade de Novak Djukic, accusé précédemment à Sarajevo d'avoir ordonné un tir d'artillerie mortel sur Tuzla en Bosnie – est interrompu après que la cour a échoué à fournir à la Serbie les matériaux requis,” a rapporté *BIRN*. [http://www.balkaninsight.com/en/article/fugative-general-trial-postponed-indefinitely-06-14-2016?utm\\_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm\\_campaign=a4511f9b80-RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_a1d9e93e97-a4511f9b80-319755321](http://www.balkaninsight.com/en/article/fugative-general-trial-postponed-indefinitely-06-14-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=a4511f9b80-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-a4511f9b80-319755321)

Colombie/États-Unis. Un juge fédéral américain a jugé que les parents des victimes de torture en Colombie peuvent poursuivre la société Chiquita Brands International Inc. pour son rôle dans la torture aux membres de leurs familles, a rapporté *Bloomberg News*. “Les plaignants demandent que Chiquita, qui a tué les partisans des groupes de guérillas anti-gouvernementaux, paye 1,7 million de dollars de 1995 à 2004 à United Self Defense Forces of Colombia.” Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG News* 2013-04 et 09. <http://www.bloomberg.com/news/articles/2016-06-02/chiquita-executives-must-face-claims-over-colombian-torture>

Jordanie/Syrie. Le ministre du travail jordanien a dit que 11 500 permis de travail ont été accordés aux Syriens depuis avril, a rapporté *Jordan Times*. Le Haut-Commissaire aux Réfugiés a déclaré que les autorités jordaniennes permettent aux réfugiés syriens “d'utiliser les cartes de demandeurs d'asile produites par le HCR et le ministère jordanien de l'Intérieur d'identifier les cartes pour obtenir un permis de travail. C'est important puisque précédemment seulement un passeport ou une preuve d'entrée légale dans le pays étaient suffisants pour obtenir un permis de travail, et la plupart des Syriens n'ont pas de tels documents, les empêchant de travailler légalement ,” a rapporté *Jordan Times*. Le gouvernement jordanien estime qu'il y a environ 1,3 million de Syriens en Jordanie. <http://www.jordantimes.com/news/local/11500-syrians-issued-work-permits-%E2%80%94-ministry>

Moyen-Orient/Russie/Royaume-Uni/États-Unis. *Politico* a publié un article sur les plans de l'après-deuxième guerre mondiale des États-Unis et du Royaume-Uni concernant les champs pétroliers au Moyen-Orient, en détruisant les infrastructures pétrolières si nécessaire. Un rapport choquant du Royaume-Uni datant de 1995 “approuvé par le chef adjoint britannique du personnel” affirme “que la méthode la plus complète pour détruire les installations pétrolières serait un bombardement nucléaire.” Et un mémorandum britannique adressé au chef adjoint britannique du personnel après une réunion entre les officiels britanniques et américains début 1956 dit que dans un “proche futur, les seuls moyens



possibles de privation de pétrole [en l’Iran] seraient une action nucléaire américaine.”

<http://www.politico.com/magazine/story/2016/06/oil-denial-policy-cia-middle-east-cold-war-united-states-britain-soviet-union-213983>

Arabie Saoudite/États-Unis. L’appel pour publier les 28 pages encore classifiées du rapport américain de l’Enquête conjointe du Congrès relative aux attaques aux États-Unis du 11 septembre ont reçu le soutien du ministère des affaires étrangères d’Arabie Saoudite (pour le contexte voir *Nouvelles HRWG* 2016-05). Les pages sont censées contenir l’information sur le possible rôle des officiels du gouvernement de l’Arabie Saoudite dans l’attaque en aidant les agresseurs. Le ministère des affaires étrangères a déclaré, “Cela n’ a pas lieu d’être,” et a ajouté que son gouvernement ne pouvait “répondre à des pages blanches,” a rapporté le *New York Times*. <http://www.nytimes.com/2016/06/18/world/middleeast/saudi-arabia-sept11-classified-28-pages.html>

Espagne/États-Unis. Comme si l’histoire des États-Unis et du Royaume-Uni au sujet de l’usage de l’arme nucléaire sur les champs pétroliers au Moyen-Orient n’était pas suffisante, le *New York Times* a publié deux longs articles sur l’accident datant de 1996 du “bombardier B-52 armé” proche des côtes espagnoles donnant lieu au lâchage de 4 bombes hydrogènes près du village espagnol de Palomares, le personnel militaire américain a été envoyé pour nettoyer le matériel nucléaire répandu, et l’armée de l’air “a longtemps résisté à dévoiler la contamination nucléaire” les affectant et fournissant une couverture médicale complète des compensations relatives à leur handicap. L’agence nucléaire espagnole déclaré que “les résultats de l’examen médical (sur les 1700 résidents de Palomares) n’indiquent pas un haut niveau de contamination de plutonium et que la fréquence de cancer dans la région de Palomares est similaire à celle des autres villes.” Cependant, un scientifique espagnol qui “après avoir éprouvé des difficultés pour accéder aux données,” a publié une étude en 2005 montrant une plus grande fréquence de cas de cancer, a conclu que le faible échantillon n’autorisait pas une corrélation entre le cancer et le fait d’habiter à Palomares. <http://www.nytimes.com/2016/06/20/us/decades-later-sickness-among-airmen-after-a-hydrogen-bomb-accident.html>; <http://www.nytimes.com/2016/06/21/world/europe/spain-palomares-hydrogen-bombs.html>

Royaume-Uni/Irlande du Nord/États-Unis. Le cas relatif à l’accès des interviews avec les anciens membres de l’Armée Républicaine d’Irlande (IRA) qui sont détenus par le Boston College continuent. On a donné aux juristes de l’un des “principaux chercheurs” (qui ont mené les interviews et qui était lui-même un ancien membre de l’IRA) une copie “fortement raturée du document qui énumère les raisons pourquoi la police et le procureur veulent accéder aux enregistrements, mais les juristes ont argumenté qu’ils veulent voir le document dans son intégrité, a rapporté la *BBC*. <http://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-36470051>

### **Nouvelles nationales.**

Australie. L’archiviste de l’Université de Newcastle a dit à la Commission royale en charge des réponses institutionnelles relatives aux abus sexuels d’enfants que les Archives ont “beaucoup d’archives de la Maison des Garçons anglicans de Saint Albans, qui est “l’objet de l’étude.” Un officier de police en retraite a déclaré qu’aucune archive de la Maison n’existait. Le diocèse anglican de Newcastle a dit à *ABC* qu’il conservait chez lui des archives historiques. <http://www.abc.net.au/news/2016-06-10/st-albans-boys-home-records-held-university/7500152>

L’Australie est en train de créer sa première base de données ADN au Centre pour l’Ancien ADN à l’Université d’Adelaïde, a rapporté *The Sydney Morning Herald*. “La base de données s’avèrerait être un outil vital pour nombre de projets, incluant l’identification de morts non-retrouvés résolvant des cas de personnes disparues depuis plusieurs décennies.” 25 000 soldats Australiens lors de leurs services sont toujours portés disparus et doivent encore être identifiés; deux charniers ont été découverts cette année en Papouasie Nouvelle-Guinée. Quiconque “vivant et résident en Australie avant 1945 ou des personnes descendants des peuples vivant et résidant en 1945” est encouragée à fournir son ADN.

[http://www.smh.com.au/technology/sci-tech/scientists-want-a-piece-of-you-to-help-solve-a-mystery-or-two-20160602-gp9whc.html?utm\\_source=OxiMailing&utm\\_medium=e-mail&utm\\_campaign=Newsletter%2BJune%2B2016](http://www.smh.com.au/technology/sci-tech/scientists-want-a-piece-of-you-to-help-solve-a-mystery-or-two-20160602-gp9whc.html?utm_source=OxiMailing&utm_medium=e-mail&utm_campaign=Newsletter%2BJune%2B2016)

Bahreïn. Human Rights Watch a rapporté que le ministère de la Justice et des Affaires Islamiques a déposé une requête juridique pour dissoudre Al Wifaq, “le principal groupe d’opposition du pays.” La cour a ensuite légiféré afin de “fermer son siège, saisir ses fonds, et suspendre son activité.” Il est probable que les autorités aient aussi saisi ses archives. <https://www.hrw.org/news/2016/06/16/bahrain-order-dissolve-key-opposition-group>

Bosnie. L’Agence d’Etat de statistique a publié les résultats du recensement de 2013 sur les objections de la République Serbe qui conteste sa validité (pour le contexte, voir *HRWG News* 2016-05). Il montre un déclin de 20% de la population, avec une augmentation du pourcentage bosniaque (maintenant proche d’un peu plus de 50% du total) et une légère baisse des populations serbes et croates, a rapporté *intellinews*. <http://www.intellinews.com/bosnia-and-herzegovina-announces-long-delayed-2013-census-results-101051/>

Brésil. Deux disputes foncières ont fait la une en Juin. Dans l’une, une communauté indigène dans le sud-ouest du Brésil a reçu un avis judiciaire le sommant de quitter des terrains agricoles à la frontière du Paraguay. Les fermiers ont déclaré qu’ils sont les véritables propriétaires des terrains, mais la Fondation Nationale Indienne du pays, une entité gouvernementale, a délimité presque 10 000 hectares du territoire des groupes indigènes. Amnesty International dit à *Thomson Reuters Foundation* que le groupe indigène “ n’a jamais reçu de titre formel concernant ce terrain;” par conséquent, “parce que le groupe indigène n’a pas de titre formel, les propriétaires de plantations furent capables d’enregistrer au cadastre la propriété auprès d’un officiel local.” <http://news.trust.org/item/20160614151901-s8ft/> Dans la seconde, dans les favelas de Rio, les gens n’ont souvent pas les documents pour prouver qu’ils possèdent leur maisons en piteux état,” a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Plus de 20% des habitants de Rio vivent dans des favelas. Selon l’Institut de Sécurité publique du Brésil, une entité gouvernementale, Rio a en moyenne 11 meurtres par jour ; dans l’état de Rio 645 personnes ont été tuées par la police l’année dernière et plus de 100 par la police de Rio jusqu’à maintenant. “Même s’il n’y a pas de données officielles liant le manque de propriété foncière dans les communautés pauvres de Rio à la violence et les meurtres policiers, beaucoup de ceux tués par la police sont de jeunes hommes des favelas qui sont réputés liés au trafic de drogue.” Le directeur du programme d’Amérique latine de l’Institut de politique foncière, une ONG américaine, a dit que “c’est plus facile pour les criminels ou des bandes pour occuper les zones où les résidents n’ont pas de droits officiels, de droits fonciers légaux .” <http://trust.org/item/20160613104717-r12sx/>

Burkina Faso. Le gouvernement a créé un comité de 92 membres pour rédiger le brouillon d’une nouvelle constitution en 60 jours, a rapporté *Africatime.com*. Le comité vraisemblablement rédigera un brouillon, partagera et révisera sur les ordinateurs, et les archivistes devront s’assurer que les principales révisions seront conservées et archivées électroniquement. [http://en.africatime.com/burkina\\_faso/articles/burkina-faso-forms-team-rewrite-new-constitution](http://en.africatime.com/burkina_faso/articles/burkina-faso-forms-team-rewrite-new-constitution)

Canada. Le gouvernement fédéral a fait appel de la décision de la Cour suprême de la cour d’appel de l’Ontario concernant le statut légal des documents créés lors du Processus d’Evaluation Indépendant, qui a déterminé la compensation des personnes qui ont survécu au système résidentiel scolaire (pour le contexte voir *HRWG News* 2016-04). *The Star* a rapporté que la soumission à la cour suprême a dit, “le problème principal en jeu est le propre équilibre entre la protection du et le respect pour l’intimité de l’individu et la confidentialité et l’intérêt public dans la nécessaire préservation des records gouvernementaux identifiés ... ayant une valeur historique et légale.” <https://www.thestar.com/news/canada/2016/06/18/residential-school-abuse-victims-fight-for-their-testimony.html>

*Open Media*, citant *Motherboard*, a rapporté que la police royale montée canadienne “a conservé indéfiniment les données privées d’innocents Canadiens collectées par l’intermédiaire d’instruments de



surveillance des téléphones portables durant les 10 dernières années. ” <https://openmedia.org/en/press/rcmp-revealed-be-indefinitely-retaining-private-data-innocent-canadians-swept-through> ũ

Human Rights Watch (HRW) a publié un rapport, “Rendre plus sûr: l’obligation du Canada pour arrêter la crise de l’eau auprès des Premières Nations.” Il explique que, “l’eau contaminée et les systèmes d’eau déficients dans les communautés des Premières Nations en Ontario compromettent la santé, accablant les parents et les personnels soignants, exacerbant les problèmes.” HRW a dit qu’elle conduit une étude sur 99 foyers dans 5 communautés de Premières Nations en Ontario, mené 111 interviews, et analysé les données issues de sources gouvernementales sur l’eau et les eaux usées, les allocations budgétaires, les consultants sur l’eau. “Au total, Human Rights Watch a compilé les données du gouvernement sur 191 systèmes d’eau parmi les 137 communautés appartenant aux 133 distinctes Premières Nations en Ontario.” <https://www.hrw.org/news/2016/06/07/canada-water-crisis-puts-first-nations-families-risk>

Chili. Le Conseil des Monuments Nationaux a annoncé son intention de préserver les archives de la colonie Dignidad comme “héritage national, a rapporté *Deutsche Welle*. Les archives de la Colonie Dignidad expliquent clairement la torture et les autres abus qui ont eu lieu dans cette secte et sont importants pour l’enquête sur les crimes du régime dictatorial chilien, a déclaré le Conseil des Monuments Nationaux en même temps que son intention de préserver ces archives. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG* 2016-04. <http://www.dw.com/en/chile-to-preserve-colonia-dignidad-cult-archive/a-19351898>

Colombie. Le 23 juin, le gouvernement colombien et les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) ont signé un accord pour un cessez-le-feu bilatéral et le désarmement des FARC. Documentant le désarmement de chaque membre des FARC et préserver la documentation dans les Archives est une étape nécessaire du processus de paix. Sur les étapes du processus, voir [https://www.wilsoncenter.org/article/peace-colombia-closer-ever?mkt\\_tok=eyJpIjoiT0dRME5qRm1OeJlSjTkrBNSIsInQOiOiJYUGtDWjJcLzB2Y3FORXJBjYXhmd3NxQVdZbDdFbzI0WTVNdzZHTDlvMWRjZDhYYUd1a20yeFZLMDIwbU9KXC9TZFR5N2xQkMyMnNDVERcL0VCSHc4V2JMSWhUR0hmeVJYQXVTZhg1SWJXWEIGVT0iQ%3D%3D](https://www.wilsoncenter.org/article/peace-colombia-closer-ever?mkt_tok=eyJpIjoiT0dRME5qRm1OeJlSjTkrBNSIsInQOiOiJYUGtDWjJcLzB2Y3FORXJBjYXhmd3NxQVdZbDdFbzI0WTVNdzZHTDlvMWRjZDhYYUd1a20yeFZLMDIwbU9KXC9TZFR5N2xQkMyMnNDVERcL0VCSHc4V2JMSWhUR0hmeVJYQXVTZhg1SWJXWEIGVT0iQ%3D%3D)

Côte d’Ivoire. Le président Alassane Ouattara a nommé un panel de 10 membres pour rédiger une nouvelle constitution. Ouattara a promis lors de sa campagne présidentielle pour sa réélection l’année dernière d’éliminer le préalable constitutionnel selon lequel “les candidats présidentiels doivent prouver que leurs parents sont nés Ivoiriens. Ils doivent aussi n’avoir jamais demandé d’autres nationalités,” a rapporté *Reuters*. Le préalable, qui signifiait que les archives étaient nécessaires pour apporter la preuve, fut une des causes qui a précipité la guerre civile en 2002-2003 et les émeutes en 2010. <http://www.constitutionnet.org/news/cote-divoire-draft-new-constitution-nationality-clause-and-vice-presidency-focus>

Chypre. Lors d’une réunion avec les membres du Comité des personnes disparues, le Secrétaire-Général des Nations Unies Ban Ki-moon a annoncé que les archives des forces de maintien de paix à Chypre seront disponibles pour le Comité “afin d’accélérer le processus et rendre plus efficace les efforts quant à la détermination du sort des personnes disparues” selon une déclaration du président chypriote. <http://www.pariakiaki.com/2016/06/president-of-cyprus-welcomes-decision-to-put-un-archives-at-the-disposal-of-cmp/>

Ethiopie. Human Rights Watch (HRW) a rapporté que, “les forces de sécurité d’Etat en Ethiopie ont utilisé une force excessive et mortelle contre les manifestants pacifistes au travers d’Oromia, la plus large région du pays, depuis novembre 2015.” Les manifestations ont débuté suite au Plan du gouvernement qui aurait déplacé les fermiers, “beaucoup parmi lesquels ont été déplacés pour des projets de développement lors de la dernière décennie.” Le gouvernement a annulé son plan, mais le tumulte a continué. HRW a interviewé les individus pour le rapport et “consulté les documents de la cour, des photos, vidéos et d’autres sources secondaires, incluant des articles d’universitaires et des rapports d’ONG et de l’information collectée par d’autres experts crédibles et des enquêteurs indépendants spécialisés dans les droits de l’homme. ” “Reporter promptement aux familles le nom, le lieu et autre information pertinente sur les individus mis en détention” figure parmi les

recommandations adressées au gouvernement sur les disparitions. <https://www.hrw.org/report/2016/06/16/such-brutal-crackdown/killings-and-arrests-response-ethiopias-oromo-protests>

Dans un essai distribué par la *Fondation Thomson Reuters*, le leader de l'Agence EthioSIS de Transformation Agricole a écrit en 2012 que l'agence " a commencé le projet de Système d'Information du Sol Ethiopien (EthioSIS). La première initiative de ce genre en Afrique, EthioSIS utilise la technologie satellitaire à distance et l'échantillonnage extensif du sol afin de fournir une cartographie haute-résolution de la fertilité des sols. . . .La grande quantité de données relative aux sols analysées, avec les images satellitaires, sont maintenant exploitées pour créer le premier atlas digital de la fertilité des sols en Afrique." Avec selon les estimations 80% de la population se consacrant à l'agriculture, préserver les données relatives aux sols utilisées pour améliorer les récoltes et empêcher la famine est une responsabilité cruciale pour le système d'archives éthiopien. <http://news.trust.org/item/20160617071005-vwa8o/>

France. Un salarié mécontent de la Mutuelle Générale de la Police, une organisation qui fournit des soins de santé complémentaires et autres avantages en terme d'assurance, a téléchargé sur Google Drive les détails personnels de 112 000 officiers de police français, incluant leur adresse postale, a rapporté la BBC. Étant donné les récentes attaques en France et ailleurs touchant les agents de police, un porte-parole du syndicat a qualifié l'incident "d'extrêmement inquiétant." <http://www.bbc.com/news/world-europe-36645519>

Guatemala. La Commission des Nations Unies contre l'Immunité au Guatemala (CIGIG) et UNICEF ont publié un rapport sur le trafic sexuel. Les organisations ont trouvé que 33 personnes chaque jour "tombent dans le piège du trafic sexuel au Guatemala" et 60% sont des enfants (la population du Guatemala est d'environ 16 millions). Ils estiment que l'industrie du sexe produit chaque année 1,6 milliards de dollars, ou 2,7% du PIB. Le rapport inclut une section sur la méthodologie utilisée pour arriver à ces conclusions. Avec les interviews et les revues de rapports d'organisations internationales, CIGIG et UNICEF ont passé un accord formel avec le procureur général du Guatemala et le responsable des poursuites judiciaires "pour avoir accès à l'information et suivre les cas de trafic sexuel" en cours de jugement. Ils ont aussi fait une analyse quantitative des plaintes relatives à l'exploitation et au trafic sexuel enregistrées sur le système IT Case Management du bureau du Procureur General." [http://www.cicig.org/uploads/documents/2016/Trata\\_Ing\\_978\\_9929\\_40\\_829\\_6.pdf](http://www.cicig.org/uploads/documents/2016/Trata_Ing_978_9929_40_829_6.pdf); <http://news.trust.org/item/20160608174551-b9630/>

Une cour au Guatemala a trouvé des preuves suffisantes pour juger 8 des 10 officiers militaires retraités pour "responsabilité criminelle pour de nombreux cas de disparitions forcées, torture, violence sexuelle, et d'exécution extrajudiciaires menées entre 1981 et 1987 dans la zone militaire 21 a rapporté *International Justice Monitor*. Le juge a déclaré que son jugement se fonde sur des preuves présentées par les plaignants

"documents détaillant la chaîne de responsabilité des preuves médico-légales, et les rapports médico-légaux et génétiques" de la Fondation d'Anthropologie médico-légale du Guatemala, "déclarations présentées par les survivants et les proches des victimes ainsi que les documents confirmant l'existence des victimes et leurs relations avec leurs proches," et "tous les rapports d'experts offerts par les plaignants, les témoignages préenregistrés de deux témoins protégés, et les dossiers personnels des inculpés." La cour a relâché deux autres officiers, en partie parce qu'ils "présentaient des documents disant qu'ils étaient engagés dans des études militaires à l'étranger" à l'époque des disparitions pour lesquelles ils étaient accusés. <http://www.ijmonitor.org/2016/06/eight-military-officers-to-stand-trial-in-creompaz-grave-crimes-case/>

L'après-midi du 21 juin, 3 hommes armés sont entrés par effraction dans les bureaux au Guatemala de l'ONG basée aux Pays-Bas, Impunity Watch. Ils cherchaient apparemment des documents précis, peut-être ceux liés au cas en cours contre les 4 officiers militaires accusés de crimes contre l'humanité, agressions aggravées, et de disparition forcée. L'un des juristes de Impunity Watch a travaillé sur ce cas. <http://www.impunitywatch.org/html/index.php?alinead=280>

Le Centre des Ressources des Affaires et des Droits de l'Homme a rapporté que "Cargill, l'un des plus grands acheteurs d'huile de palme du Guatemala, a publié une déclaration demandant à REPSA, la compagnie guatémaltèque prétendument responsable de la large pollution environnementale de la rivière Pasión, dans le nord du pays, de prendre une série de mesures afin d'empêcher de futures violences. Le même jour, REPSA a publié des règles en matière de non-violence et d'intimidation. A l'avenir, les archives de ces deux sociétés devraient contenir les archives d'adhésion de ces promesses. <https://business-humanrights.org/en/guatemala-cargill-repsa-acknowledge-need-to-prevent-abuses-related-to-toxic-spill-of-palm-oil-other-companies-yet-to-respond?dateorder=datedesc>

Honduras. "Berta Caceres, le leader de la campagne environnementale, est apparue sur une liste distribuée aux unités des forces spéciales militaires honduriennes entraînés par les Américains des mois avant sa mort, a affirmé un ancien soldat," selon *The Guardian*. "Les listes incluant les noms et les photos de douzaines d'activistes environnementaux et sociaux ont été données à deux unités d'élite, avec pour ordre d'éliminer chaque cible. <https://www.theguardian.com/world/2016/jun/21/berta-caceres-name-honduran-military-hitlist-former-soldier>

Inde. Trois Rapporteurs Spéciaux des Nations Unies ont fait appel au gouvernement indien pour abroger la loi de régulation des contributions étrangères (RCPA) qui exige que les organisations des sociétés civiles soient accréditées par le gouvernement afin de recevoir des fonds étrangers. Ils ont dit être inquiets "que les clauses du FCRA soient utilisées de plus en plus pour faire taire les organisations impliquées dans la défense des priorités civiles, politiques, économiques, sociales, environnementales ou culturelles, qui peuvent différer de celles défendues par le gouvernement." Le gouvernement a récemment suspendu 6 mois l'ONG Lawyers Collective, bien que l'ONG ait fourni des preuves détaillées que "toutes les contributions étrangères ont été dépensées et dûment justifiées en conformité avec le RCPA." Les Rapporteurs ont aussi exprimé une certaine "inquiétude" au sujet des "irrégularités procédurales", incluant les fuites d'information répétées à la presse des notices de suspension contre l'ONG Lawyers Collective des mois avant d'être annoncées formellement à l'ONG." <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20112&LangID=E>

Israël. Les archives des forces de défense israélienne au ministère de la Défense ont rendu public les témoignages enregistrés de 4 généraux après la Guerre des Six Jours en 1967, ainsi que "l'information sur brochures lancée à partir d'un avion par l'unité 640, qui était responsable de la guerre psychologique," a rapporté le *Jerusalem Post*. <http://www.jpost.com/Israel-News/Defense-Ministry-releases-new-Six-Day-War-testimonies-by-IDF-generals-455985>

Kenya. La Haute cour de Mombassa a "statué que les examens forces rectaux et les tests du sida et de l'hépatite B sur les hommes suspectés d'homosexualité étaient constitutionnels, a rapporté la Commission nationale des droits de l'Homme des homosexuels et des lesbiennes," selon *All Africa*. Les groupes ont dit que "la décision profondément décevante autoriserait le gouvernement à continuer ces pratiques abusives et d'utiliser les résultats des tests comme 'preuves' dans les enquêtes criminelles pour conduite consensuelle de même sexe." <http://allafrica.com/stories/201606170219.html>

Kosovo. En 2012, le gouvernement a commencé la vérification pour déterminer quelles étaient les anciens membres de l'Armée de Libération du Kosovo en 1998 et 1999. Le gouvernement a rapporté que 46 230 individus avaient demandé le statut de vétéran, par conséquent susceptibles de recevoir une pension, a rapporté *BIRN*. Après la guerre, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) en a enregistré plus de 25 000." Ce doublement des enregistrements a amené le ministère public à annoncer qu'il "collectait l'information au sujet de possibles erreurs dans le processus de vérification" par des individus qui ont donné de "faux témoignages" ou présenté "des documents fictifs et faux." [http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-prosecution-probes-suspicious-ka-veterans-list-06-24-2016?utm\\_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm\\_campaign=997b8338ff-RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_a1d9e93e97-997b8338ff-319755321](http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-prosecution-probes-suspicious-ka-veterans-list-06-24-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=997b8338ff-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-997b8338ff-319755321)

Mexique. Open Society Justice Initiative (OSJI) a publié un rapport, “Atrocités indéniables: confronter les crimes contre l’humanité au Mexique.” Avec l’assistance de 5 ONG, OSJI a analysé les données gouvernementales. Les données du ministère de la Défense ont montré qu’entre 2007 et 2013, malgré les tueries à grande échelle attribuées aux forces militaires, “seulement 29 enquêtes militaires pour meurtres perpétrés par les militaires ont été menées, avec aucune culpabilité.” Le rapport affirme que “les données de l’Etat largement citées sur les disparitions ne sont pas fiables,” mais les chercheurs ont estimé qu’il y a eu environ 580 000 enlèvements entre 2007 et février 2014; cependant, à partir de février 2015, “les données du gouvernement ne pointent que 313 enquêtes fédérales et 13 condamnations prouvant la complicité du gouvernement dans le crime des disparitions forcées.” Ce n’est qu’en août 2015 que le premier soldat fut condamné. Plus décourageant encore, “sur les milliers de plaintes de torture et de mauvais traitement entre de 2007 et 2015, les chiffres officiels ont enregistré seulement 6 condamnations pour torture au niveau fédéral.” <https://www.opensocietyfoundations.org/press-releases/atrocity-crimes-mexico-demand-extraordinary-response>

Dans un article sur le rapport OSJI, le *New York Times* a interviewé les parents d’un fils qui a été kidnappé par un gang criminel et tué lorsque l’armée mexicaine a fait un raid sur le ranch où il était détenu prisonnier. “Ce ne fut que par l’intermédiaire d’un numéro de dossier apparu sur un document de l’armée 10 mois après la disparition de leur fils qu’ils ont trouvé son corps. Enfouie dans les archives du bureau du procureur se trouvait la carte d’identité de leur fils, trouvée au ranch.” [http://www.nytimes.com/2016/06/06/world/americas/mexico-violence-killings-torture.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2016/06/06/world/americas/mexico-violence-killings-torture.html?_r=0)

Myanmar. Le gouvernement a commencé à distribuer “des cartes de vérification nationales” dans trois villes aux musulmans qui n’ont pas de carte de citoyenneté (les cartes permettront à leurs détenteurs de demander la citoyenneté), Cependant, selon le *The Irawaddy*, “les musulmans Rohingya résidents du village de Tarle ont refusé d’accepter les cartes de vérification nationales étant distribuées car l’ethnicité et la religion de son détenteur ne sont pas mentionnés.” <http://www.irrawaddy.com/burma/rohingya-reject-new-citizenship-verification-cards.html> Cela fait suite à l’annonce du gouvernement de l’établissement d’un Comité Central de l’implémentation de la paix, de la stabilité et du développement de l’état de Rakhine, qui inclut “un comité de Travail examinant minutieusement l’immigration et la citoyenneté.” <http://reliefweb.int/report/myanmar/government-forms-committee-implement-peace-stability-development-rakhine-state> Pendant ce temps, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l’Homme a publié un rapport sur les “violations des droits de l’homme et les abus contre les musulmans Rohingya et d’autres minorités du Myanmar, en particulier les récents incidents d’exploitation et de déplacement forcé des musulmans Rohingya.” <http://reliefweb.int/report/myanmar/report-united-nations-high-commissioner-human-rights-situation-human-rights-rohingya>

Népal. Les deux instances de justice transitoire ont reçu des plaintes de victimes d’abus de droits de l’homme (pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG 2016-05*). Quelques 47 000 plaintes ont été enregistrées, mais les victimes du conflit dans un district ont déclaré que qu’elles n’ont pas déposé de plaintes du fait des “menaces des auteurs,” a rapporte *Govinda KC*. Six familles ont déposé une plainte commune contre l’ancien premier ministre Sher Bahadur Deuba, l’accusant de “mobiliser l’armée royale népalaise pour se réjouir de la mort des cadres maoïstes CPN a Ansrang-1 de Panchthar même après la trêve pour les négociations de paix,” a rapporté l’*Himalayan Post*. La date limite pour déposer les plaintes a été prolongée jusque mi-juillet. . <http://admin.myrepublica.com/society/story/43872/conflict-victims-say-they-did-not-lodge-complaints-at-the-trc-due-to-threats.html>; [http://www.business-standard.com/article/news-ani/former-nepal-pm-deuba-charged-with-human-rights-violation-116061700591\\_1.html](http://www.business-standard.com/article/news-ani/former-nepal-pm-deuba-charged-with-human-rights-violation-116061700591_1.html)

Corée du Nord. Dans un briefing, l’Agence International de l’Energie Atomique a déclaré que le site nord-coréen nucléaire de Yongbyon apparaissait réactivé, selon les images satellitaires analysées, a rapporté *IHS Jane’s Defence Weekly*. <http://www.janes.com/article/61023/north-korea-s-yongbyon-nuclear-site-likely-reactivated-iaea-says>

Oman. L'écrivain et intellectuel omanais Abdullah Habib a été arrêté le 15 avril et relâché le 4 mai sans aucune charge, a rapporté l'ONG PEN International. "On pense que son arrestation est liée à son message sur Facebook où il appelait le gouvernement d'Oman à révéler les sites d'enterrement des rebelles tués durant la rébellion Dhofar dans les années 1960 et 1970." [http://www.concernedhistorians.org/content\\_files/file/CA/83f1.pdf](http://www.concernedhistorians.org/content_files/file/CA/83f1.pdf)

Pérou. Le Congrès a approuvé la "Lois sur la recherche des personnes disparues" (ceux qui sont disparues durant le conflit armé entre les 1980 et 2000). Le gouvernement doit établir un Registre National des personnes disparues. <http://www.andina.com.pe/ingles/noticia-un-experts-welcome-peru%E2%80%99s-newly-adopted-law-on-search-of-disappeared-persons-615333.aspx>

Serbie. Le Centre de loi humanitaire, une ONG basée à Belgrade, a publié un rapport, "Justice Transitoire en Serbie entre 2013 et 2015." L'ONG écrit que "la Serbie n'a fait aucun progrès dans l'établissement du processus de la justice transitoire concernant les guerres de l'ex-Yougoslavie dans les années 1990," selon *BIRN*. Le rapport met en lumière le problème des restrictions relatives à la présence du public lors des procès et de l'accès public aux documents de la cour" et l'interdiction de la vidéo enregistrant lors des procès. Parmi les recommandations du rapport figure l'introduction d'"une politique examinant les profils lors de la guerre des candidats postulant dans le secteur de la sécurité et des bureaux politiques," une tâche qui impliquerait un usage intensif des archives des institutions. [http://www.hlc-rdc.org/wp-content/uploads/2016/06/izvestaj\\_o\\_TP\\_2013-2015\\_eng.pdf](http://www.hlc-rdc.org/wp-content/uploads/2016/06/izvestaj_o_TP_2013-2015_eng.pdf) [http://www.balkaninsight.com/en/article/serbia-lacks-political-support-for-establishing-transitional-justice-progress-hlc-says-06-22-2016?utm\\_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm\\_campaign=2f457f9467-RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_a1d9e93e97-2f457f9467-319755321](http://www.balkaninsight.com/en/article/serbia-lacks-political-support-for-establishing-transitional-justice-progress-hlc-says-06-22-2016?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=2f457f9467-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-2f457f9467-319755321)

Sud Soudan. Dans un éditorial publié dans le *New York Times*, le président et le vice-président ont argué que les plans pour un tribunal international pour le Sud Soudan devraient être abandonnés et remplacés par une commission qui pourrait accorder l'immunité après les poursuites. (Selon les termes de l'accord de paix signé en août 2015, l'Union Africaine doit mettre en place une cour pour traduire en justice les délits commis lors de la guerre civile du Sud Soudan.) *Thomson Reuters Foundation* a rapporté que les "experts and avocats" ont répondu à la suggestion avec "consternation," ; un responsable de Human Rights Watch déclarant, "leur proposition de renoncer au procès est une tentative pour échapper eux-mêmes à la justice." <http://news.trust.org/item/20160608222020-6sa4/>

Human Rights Watch a fait appel aux Nations Unies pour "rendre publiques les découvertes de deux enquêtes sur les attaques de février 2016 contre les civils dans un camp de l'ONU dans le Sud Soudan et agir selon les recommandations." <https://www.hrw.org/news/2016/06/22/un-act-south-sudan-investigations>

Sri-Lanka. Le gouvernement remettra des "certificats d'absence" aux familles ayant une personne disparue lors de la guerre civile longue de 37 ans, a rapporté *AFP*. Le ministère des Affaires Étrangères a déclaré que le gouvernement a reçu "plus de 65 000 plaintes de personnes disparues" depuis 1994; selon la législation actuelle, "les familles ne peuvent pas accéder aux propriétés, comptes bancaires ou aux héritages laissés par les membres de la famille disparus à moins qu'ils ne puissent prouver qu'ils sont morts." Les certificats doivent résoudre le problème. <http://www.hindustantimes.com/world/sri-lanka-to-recognise-around-65-000-people-missing-since-civil-war-as-dead/story-z9fUgfnEEiT74RXUmisHwK.html>

Tanzanie. En 2004, la Tanzanie a lancé un programme national "pour identifier la propriété et les actifs commerciaux dans le secteur de l'information et les convertir en entités légalement détenues. Depuis, des milliers de fermes ont été examinées et des titres fonciers remis aux fermiers," a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Avec ces titres les fermiers peuvent utiliser la terre comme un bien pour un prêt bancaire. La Tanzanie a revu 110 331 fermes dans 208 villages and 65 500 titres fonciers coutumiers ont été remis. Le programme inclut une composante éducative à l'intention des fermiers, hommes et femmes, mais quelques groupes de la société civile remettent en cause l'accent mis sur



l'individualisation de la propriété foncière et l'usage des droits fonciers enregistrés pour obtenir un crédit. .” <http://place.trust.org/i/?id=a2b57fed-359c-4c6a-be1d-8d5fe3c6ce0a>

Tunisie. Entre décembre 2014 et le 15 juin 2016, la Commission Vérité et Dignité a “enregistré environ 65 000 plaintes de violations des droits de l’homme,” a rapporté *AFP*. Le président de la commission a dit que les cas liés aux abus par les officiels “qui travaillent toujours ont été envoyés au ministère de l’Intérieur mais ont été rejetées.” Ce qui signifie que les archives des soupçons d’abus sont une des deux parties des archives du gouvernement : celle de la Commission et celle du ministère. Selon l’*AFP*, la Commission a total accès aux archives d’état.” <http://www.africanews.com/2016/06/19/tunisian-commission-receives-1000s-of-human-rights-complaints/>

Ouganda. Un procès en cours implique la société d’huile de palme Bidco Africa, le gouvernement, et les fermiers dont les terres représentent une partie de la production. Selon *Thomson Reuters Foundation*, “le cas des fermiers est un des nombreux conflits liés aux terres dans les pays de l’Afrique de l’Est, qui n’ont pas de système d’enregistrement, ce qui ne facilite pas la tâche pour prouver la propriété. Beaucoup de personnes vivent et travaillent sur des terres depuis plusieurs générations sans aucun titres officiels ou documentation qui prouvent leur propriété.” La société dit que le gouvernement ougandais était “seulement responsable pour acquérir des terres pour ce projet,” et le gouvernement affirme que le gouvernement a acheté 8 500 hectares de terres “principalement des propriétaires locaux,” et le différend est “une affaire entre les locataires et le propriétaire privé.” La législation ougandaise “stipule que les personnes gagnent les droits de squatteurs s’ils ont occupé la terre pendant 10 ans ou plus. Si un propriétaire vient réclamer la terre, les occupants squatteurs doivent recevoir une compensation liée à la valeur actuelle du terrain.” <http://news.trust.org/item/20160619230412-covwi/>

États-Unis. Des documents internes du département américain des affaires des Vétérans obtenus par *ProPublica* et *The Virginian-Pilot*, suggèrent que des facteurs autres que la preuve scientifique influencent les conditions ajoutées à la liste des conditions liées aux agents Orange, qui en fait permet aux vétérans remplissant ces conditions de toucher une indemnité. [https://www.propublica.org/article/on-agent-orange-va-weighs-politics-and-cost-along-with-science?utm\\_source=pardot&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=dailynewsletter](https://www.propublica.org/article/on-agent-orange-va-weighs-politics-and-cost-along-with-science?utm_source=pardot&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter)

Le département américain de la Justice définit le crime haineux comme “la violence de l’intolérance et de la bigoterie, dans le but de blesser du fait de la race, de l’ethnie, de l’origine nationale, de l’orientation sexuelle ou du handicap.” On a demandé aux agences d’application de la loi à travers le pays de reporter les crimes au FBI mais elles ne sont pas tenues de le faire. *Associated Press* “a examiné les rapports du FBI relatifs aux crimes haineux entre 2009 et 2014 et a établi une correspondance entre ces derniers et les listes de chaque ville et chaque état au sujet de l’application de la loi par les agences, obtenues séparément des 50 états.” Il s’avère “qu’environ 17% de toutes agences d’application de la loi sur le plan national dans les villes et comtés“ n’ont pas soumis un seul cas de crime haineux durant les six dernières années.” Les avocats ainsi que le FBI ont dit à l’*AFP* qu’un meilleur report des crimes “augmenterait non seulement la prise de conscience mais encouragerait aussi les efforts pour combattre de tels crimes avec plus de moyens pour les formations de renforcement de la loi et le rayonnement auprès des communautés. <http://bigstory.ap.org/article/8247a1d2f76b4baea2a121186dedf768/ap-patchy-reporting-undercuts-national-hate-crimes-count>

L’ONG Coalition Nationale des Programmes Antiviolen (NCAVP) a publié un rapport “Violence Haineuse à l’encontre des lesbiennes, Gays, Transgenres, Queer et personnes infectées par le VIH en 2016.” Le rapport a analysé “ l’expérience de 1253 survivants victimes de violence haineuse reportées aux 13 programmes de l’ONG en 2015.” L’analyse a montré que “les personnes de couleur, les transgenres et les genres ne se conformant pas au standard représentent la majorité des victimes de violence.” 24 homicides ont été reportés, mais la forme la plus commune de violence haineuse est constituée par le harcèlement verbal, la discrimination, la violence physique ainsi que les menaces et intimidations. NCAVP a découvert que la majorité des survivants a reporté que la violence haineuse



venait de “quelqu’un qui leur était inconnu” et que presque la moitié des incidents se passait “dans une résidence privée ou bien au travail.” Le formulaire que l’ONG NCAVP utilise pour documenter les cas et les détails des survivants est inclus dans une annexe.

[http://www.avp.org/storage/documents/ncavp\\_hvreport\\_2015\\_final.pdf](http://www.avp.org/storage/documents/ncavp_hvreport_2015_final.pdf)

Par le biais d’une bourse allouée par le département américain de la Justice, des chercheurs de l’Université d’état de Bowling Green ont étudié “la prévalence des officiers de police arrêtés dans le pays et comment les officiers disciplinaires des agences d’application de la loi qui sont arrêtés et comment les arrestations des officiers pourraient être en corrélation avec d’autres formes de mauvaise conduite,” a rapporté the *Washington Post*. L’étude a porté sur les agences locales et d’état entre 2005 et 2011 (elle n’inclut pas l’application de la loi fédérale), et a découvert qu’environ 11 000 officiers de police ont été arrêtés chaque année. (En 2012 il y avait environ 750,000 officiers locaux et d’état assermentés.) Pour compiler les cas, les chercheurs ont utilisé “Google news alert qui envoyait un message des lors qu’un objet sur l’Internet contenait des mots spécifiques de la recherche.” Et ils “ont vérifié chaque nom d’officier arrêté dans les bases de données des cours fédérales pour voir s’ils avaient bien été nommés comme défenseurs dans les procès fédéraux civils” et ont découvert que 22% l’avaient été. <https://www.washingtonpost.com/news/true-crime/wp/2016/06/22/study-finds-1100-police-officers-per-year-or-3-per-day-are-arrested-nationwide/>

Le *Washington Post* a rapporté que la liste gouvernementale des terroristes potentiels à surveiller a augmenté de “façon exponentielle depuis les attaques du 11 Septembre” et ont suscité une certaine inquiétude parmi les groupes de libertés civiles. Au moins 7 listes se chevauchant sont maintenues par “4 agences fédérales au moins.” <http://www.stripes.com/news/us/amid-gun-scrutiny-government-s-growing-watch-lists-are-in-sharper-focus-1.415233>

La propriété foncière dans les réserves amérindiennes américaines est notoirement complexe, reflétant les relations avec les colons non-amérindiens, “les guerres de territoire avec le gouvernement, les disputes au sujet de l’or, le charbon et le pétrole, et les traits signés et ignorés,” a résumé *Thomson Reuters Foundation*. Un groupe d’étudiants de droit du Colorado travaille sur un projet Les testaments tribaux pour aider les personnes de la tribu Crow à écrire leurs testaments, et pour le faire, les membres de la tribu apportent au projet toute la documentation qu’ils ont au sujet de la propriété foncières, les étudiants en droit les aident à identifier leurs droits à la propriété et à l’héritage.

<http://news.trust.org/item/20160610120314-m52yz/>

Le projet législatif concernant les Lakota (Les Lakota sont une nation amérindienne) a lancé une campagne pour établir une “Commission Vérité et Réconciliation pour enquêter sur les impacts et les effets perdurant de la politique scolaire d’internat des Indiens, et pour travailler à consolider et résoudre les problèmes rencontrés par les Indiens aujourd’hui,” a rapporté *PRWEB*. “Plus de 100 000 enfants ont été arrachés à leurs familles et répartis dans les écoles à partir de 1960 par les 460 Bureaux des Affaires Indiennes.” Les Archives Nationales américaines conservent un large ensemble d’archives concernant ces écoles. <http://www.benzinga.com/pressreleases/16/06/p8128463/a-call-for-truth-and-reconciliation-in-the-united-states>

*Nondoc.com* a publié trois articles sur un différend foncier en cours entre les amérindiens Wichita et les amérindiens Caddo dans l’ouest de l’Oklahoma. La localisation du cimetière utilisée par l’école indienne de Riverside est incertaine, mais on croit qu’il se trouve au sommet d’une colline contiguë à l’ancienne école. Sous cette colline, les Wichita construisent un musée ; cependant les Caddo assurent que les Wichita ne possèdent pas la terre et que des restes additionnels sont encore enterrés là ; ils ont déposé une plainte pour arrêter la construction. Un incendie à l’école pourrait avoir détruit les records liés aux tombes, et les Caddo disent que les archives d’une étude archéologique menée par les Wichita avant les débuts de la construction leur dénie ce droit. <https://nondoc.com/2016/06/20/lack-of-records-confounds-school-cemeterys-history/>

En 1838 l'Université Georgetown a vendu 272 esclaves pour financer l'université. A la suite de la réception du rapport par un comité de l'Université établi l'an dernier pour étudier ce qui devrait être fait pour expier cette vente, le président de l'Université a déclaré que l'Université fera "un effort vigoureux et a une large échelle pour s'amender." Le *Washington Post* a rapporté les dires du président: "Georgetown a accès à un large ensemble d'archives sur les 272 esclaves" et "cela définira la réponse de l'Université." <https://www.washingtonpost.com/news/grade-point/wp/2016/06/23/georgetown-president-is-seeking-to-make-amends-for-1838-slave-sale/>

Dans un long article sur la bataille menée par l'industrie de la construction de maisons pour "bloquer les plans requérant des extincteurs dans les nouvelles maisons," *ProPublica* a rapporté que l'industrie a bloqué les efforts pour rendre obligatoire les extincteurs "dans au moins 25 états." Pour 7 des états, *ProPublica* a utilisé "des données compilées par l'administration américaine du Feu, les records du pays et l'information du site immobilier Zillow" et identifié 37 incendies qui ont entraîné des blessures, incluant 2 morts, dans des maisons construites sans extincteurs depuis 2009. Bien qu'une revue en 2013 par l'association de protection nationale contre le feu "a trouve que le taux de mortalité dans les maisons avec extincteurs était 82% plus bas," *ProPublica* a cité le dirigeant de l'association nationale des constructeurs de maisons, un lobby de l'industrie, "Je en vois pas le rapport qualité-prix dans les extincteurs." [https://www.propublica.org/article/fire-fight-the-homebuilding-industry-war-on-sprinklers?utm\\_source=paridot&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=dailynewsletter](https://www.propublica.org/article/fire-fight-the-homebuilding-industry-war-on-sprinklers?utm_source=paridot&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter)

États-Unis/Illinois. Une revue de l'Autorité indépendante de la police de Chicago a rendu publics les records liés a plus de 100 enquêtes liés à des tirs de la police, incluant des clips audios et vidéos postés dans une base de données, a rapporté *The Verge*. <http://www.theverge.com/2016/6/3/11853042/chicago-police-shooting-database>

États-Unis/Missouri. Un juge fédéral a ordonné aux procureurs de donner aux avocats de la famille de Michael Brown, un adolescent sans armes tué par un officier de police blanc à Ferguson, Missouri, une copie de la transcription du procès-verbal du grand jury, "des transcriptions non-raturées des interviews des témoins, des déclarations écrites obtenues par la police du comté de Saint-Louis, des transcriptions audios et des photographies de l'autopsie et de la scène non encore divulgués," a rapporté *the Associated Press*. Le cas contre l'officier de police qui a tiré sur Brown a été rejeté par le grand jury ; maintenant la famille dépose une plainte pour "mort arbitraire" contre la ville, l'ancien chef de la police, et le policier. On a ordonné aux avocats de ne pas rendre l'information publique <https://www.yahoo.com/news/judge-release-grand-jury-material-michael-browns-family-195143859.html>

États-Unis/New York. Lors d'un inventaire de routine d'un entrepôt, les archivistes ont découvert 520 boîtes marron contenant des dossiers vieux de plusieurs décennies, croyant être le plus grand trésor d'archives de surveillance du département de la police de New York" du milieu des années 1960 au début des années 1970, a rapporté le *New York Times*. "Selon un index écrit, les boîtes contiennent des dossiers exhaustifs sur les Panthères Noires, la Nation de l'Islam, et les Jeunes Seigneurs, ainsi que sur les manifestations publiques et l'agitation civique. On trouve aussi des dossiers sur des individus ; au moins 15 boîtes contiennent des photographies." [http://www.nytimes.com/2016/06/17/nyregion/old-new-york-police-surveillance-is-found-forcing-big-brother-out-of-hiding.html?\\_r=1](http://www.nytimes.com/2016/06/17/nyregion/old-new-york-police-surveillance-is-found-forcing-big-brother-out-of-hiding.html?_r=1)

Vénézuela. Dans une série de mouvements, le Conseil National Electoral a invalidé "presque un tiers des signatures présentées" par l'opposition en mai "dans le cadre d'un appui à un referendum de rappel présidentiel," a rapporté l'ONG Groupe de Crise internationale. Après cela, 1,3 millions de signatures sont restées, ce qui est presque 7 fois le nombre requis pour aller de l'avant. Ensuite le Conseil a dit que les signataires doivent "valider" leurs signatures en retournant aux places d'enregistrement des votes pour donner leurs empreintes digitales comme signatures, ce que le Conseil a déclaré qu'il soumettrait "à un examen approfondi" (apparemment pour comparer avec les empreintes digitales sur les dossiers avec le gouvernement). Le petit nombre (300) de machines d'empreintes digitales, beaucoup dans des

endroits isolés, a signifié que “la plupart de gens était incapable de compléter la validation. Pendant ce temps, le Parti Socialiste Unifié du Venezuela au pouvoir a déposé une pétition à la Cour Suprême demandant “une enquête sur les possibles fraudes dans le processus de collecte des signatures, dans une apparente tentative pour arrêter le processus dans son entier.” <http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/crisiswatch/crisiswatch-database.aspx?CountryIDs=%7b93F4E941-B697-4999-B216-0EBA51C3B15C%7d>

## **Publications.**

L'Association des Archives et Records managers Catalans a annoncé que son projet DUAMaps (cartes de l'adoption de la déclaration universelle sur les archives en Catalogne) permet de voir plus de 100 adoptions à la déclaration universelles des archives depuis 2013 en Catalogne : 82 municipalités, 9 sociétés privées, 3 associations professionnelles, 2 assemblées provinciales, 5 universités, 5 districts d'assemblée et le parlement de Catalogne. Au Congrès de Seoul, un groupe d'experts discutera du projet. <http://arxiv.com/index.php/recursos/duamaps>

Le Centre Colombien National de la Mémoire historique, direction des archives des droits de l'homme, a posté en ligne les présentations du séminaire "Archives pour la paix : éléments pour une politique publique" (Archives pour la paix : éléments pour une politique publique) à <http://www.centrodehistoriainformatica.gov.co/descargas/informes2016/memorias-seminario-archivo/archivos-para-la-paz-memorias-de-seminario.pdf>. Mémoire historique et archives virtuelles des droits de l'homme est disponible au lien suivant <http://www.archivodelosddhh.gov.co>.

*Chronicle of Higher Education* a publié un long article sur la divulgation par le Bureau du Royaume-Uni du Commonwealth des archives prises au Kenya à la fin de la période coloniale, la controverse à leur sujet et leur importance pour écrire l'histoire. <http://chronicle.com/article/A-Historians-Day-in-Court/236656>

Le blog du *Journal of the History of Ideas* a publié un essai critique, “Honte, mémoire et les politiques des archives.” <http://jhiblog.org/2016/05/04/shame-memory-and-the-politics-of-the-archive/>